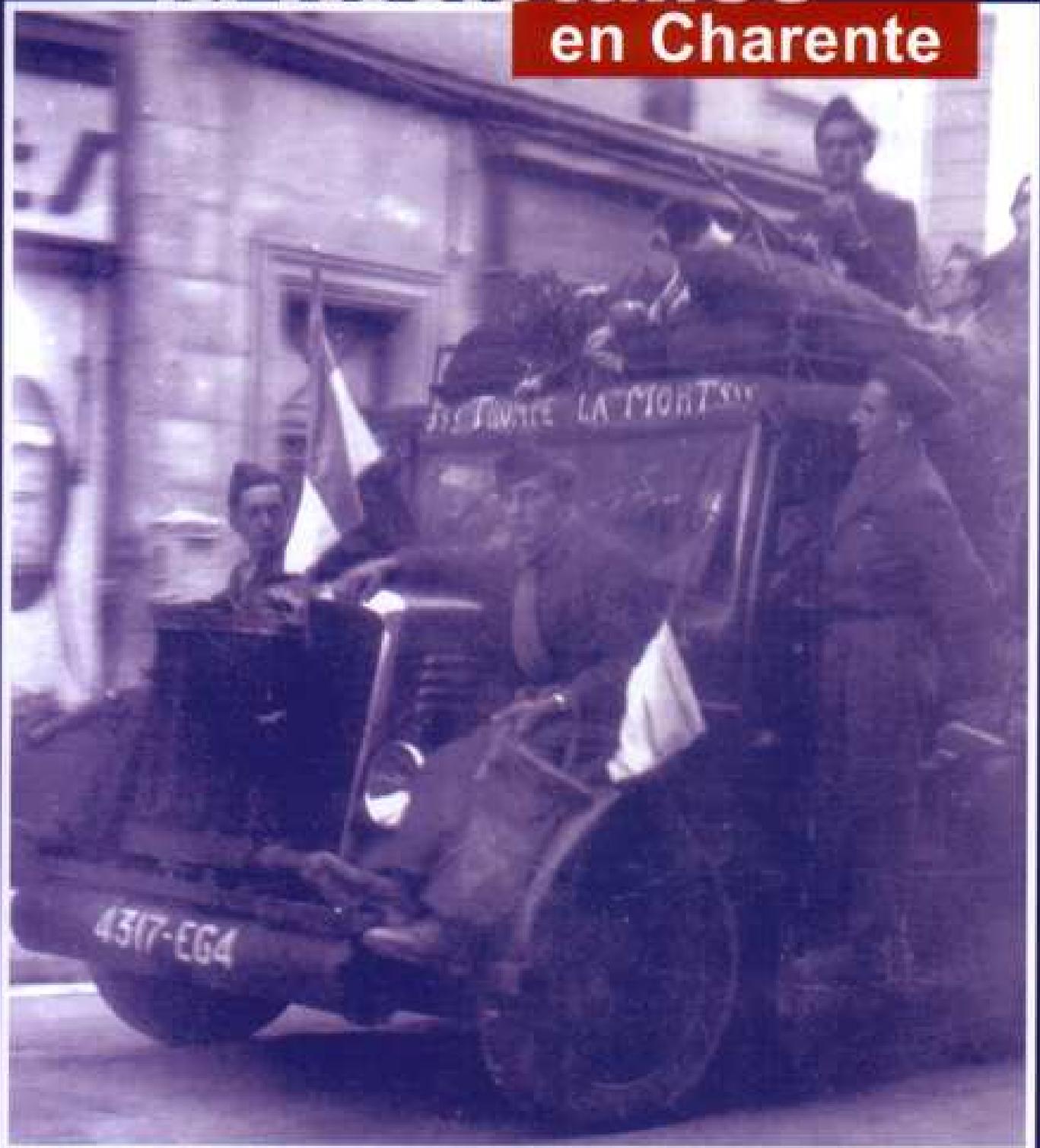


livret pédagogique

la Résistance

en Charente



Campagne nationale

AE R I

Association pour des Études
sur la Résistance Intérieure

L'Association
Résistance Mémoire Communication
Angoulême Charente

AVERTISSEMENT HISTORIQUE

Les informations recueillies par les historiens ayant travaillé à la série de cédéroms « La Résistance dans les régions » sont tributaires de l'éventail des sources dont ils ont pu disposer localement. Certains déséquilibres peuvent apparaître dans le contenu des différents documents, selon que leurs auteurs ont eu davantage recours aux témoignages ou aux travaux publiés. Leurs recherches se sont parfois heurtées à la difficulté d'accès aux archives de cette période, qui peut expliquer certaines lacunes.

Les divergences dans l'orientation des travaux et le ton des différents cédéroms s'expliquent par la composition des équipes d'auteurs, parfois composées principalement d'anciens résistants, d'autres fois exclusivement d'historiens.

La série des cédéroms " La Résistance dans les régions " se présente comme une contribution à l'étude de cette période de notre histoire. L'unique ambition de leurs auteurs a été de faire le point sur l'ensemble des connaissances, au moment où les témoignages se raréfient.

Une équipe charentaise d'historiens a travaillé pendant plus de trois ans sur ce projet, reprenant les travaux existants sur la Résistance charentaise, exploitant les documents d'archives françaises et étrangères (référencés dans la partie « sources ») ainsi que les nombreux témoignages recueillis, avec comme souci constant d'être au plus près de la vérité. L'ouvrage n'a pas la prétention d'être exhaustif. Il s'efforce de rassembler les connaissances que nous avons à ce jour sur la Résistance charentaise et espère contribuer à initier de nouvelles recherches sur cette période.

SOMMAIRE

▶ Avertissement historique	03
▶ Sommaire	04
▶ Avant-propos	05
▶ Mise en route	06
▶ Principes de navigation	07
▶ Rappel historique : La Résistance en France	08
▶ Arborescence du cédérom	13
▶ La Résistance en Charente	15
▶ Exploitation pédagogique	
Pistes générales	20
Proposition de scénario	22
▶ Chronologie	25
▶ Sigles	28
▶ Carte : la France de 1940 à 1944	29
▶ Ressources documentaires	30
▶ Remerciements	33
▶ Conception / Réalisation	34

AVANT-PROPOS

L'Association pour des études sur la Résistance Intérieure (AERI), créée par d'anciens résistants, sous le parrainage de la Fondation de la Résistance, a pris l'initiative de réaliser des cédéroms sur la Résistance dans les régions ou départements français de 1939 à 1945, en s'appuyant sur un réseau de chercheurs locaux, qu'elle anime et coordonne.

Des équipes composées d'enseignants, de documentalistes, d'archivistes, de résistants, d'étudiants, ont réuni des ressources bibliographiques et documentaires, récolté des témoignages, consulté des archives publiques et privées, afin d'établir un corpus qui répond à quatre objectifs :

- Rassembler sur un même support les documents et les connaissances concernant l'histoire de la Résistance locale ;
- Sauvegarder et transmettre aux jeunes générations le patrimoine de la mémoire résistante ;
- Apporter une contribution à l'histoire de la Résistance ;
- Rappeler les valeurs pour lesquelles les résistants ont combattu.

L'association Résistance Mémoire Communication, et les auteurs du cédérom - Corinne Bony - Jean-Paul Chauvaud - Francis Cordet - Joël Giraud - Guy Hontarrede - Louis Lamaud - Jean Lapeyre-Mensignac - Hugues Marquis - présentent dans ce cédérom le bilan de leurs travaux.

Installation

Windows :

- Processeur Intel Pentium III 600 Mhz ou équivalent
- Windows 98 SE (4.10.2222 A), Windows 2000 ou Windows XP
- 128 Mo de mémoire (256 Mo recommandés)

Macintosh :

- Processeur PowerPc G3 500 Mhz
- Mac OS X 10.2.8 ou plus récent, 10.3.4
- 256 Mo de mémoire

Démarrage

PC :

Insérez le cédérom dans le lecteur.

Windows reconnaît sa présence (AUTORUN), et lance la présentation du cédérom.

Si la présentation ne démarre pas (AUTORUN désactivé), lancez le gestionnaire de fichiers Windows ou l'Explorateur Windows. Sélectionnez l'icône du lecteur cédérom et double-cliquez sur le fichier « Démarrer ».

Mac :

Insérez le cédérom dans le lecteur.

Double-cliquez sur l'icône « Démarrer » dans la fenêtre qui apparaît sur votre bureau.

PRINCIPES DE NAVIGATION

Véritable base d'informations sur la Résistance locale, ce cédérom est un formidable outil de référence pour découvrir et comprendre cette page essentielle de notre histoire locale.

Vous y trouverez une chronologie détaillée, de nombreuses biographies, une collection extraordinaire de documents d'archives : presse clandestine, photographies, lettres, témoignages..., environ 500 fiches, de nombreuses cartes...

La page d'accueil constitue le point d'entrée vers les pages de contenu du cédérom. Trois grands types de « menus » permettent la navigation :

► Menu thématique

(thèmes et sous-thèmes propres à l'étude de la Résistance) :

- « Aspects de la Résistance » et
- « La Résistance dans son environnement »

► Index

« Lieux », « Chronologie », « Personnes »

► Outils pédagogiques

pour mieux appréhender les contenus :

- « Atlas », « Recherche », « Glossaire », « Médiathèque »,
- « Sources », « Classeur » et « Aide »

RAPPEL HISTORIQUE : LA RÉSISTANCE EN FRANCE

Près de 60 ans après les faits, la période de l'Occupation continue de susciter le plus grand intérêt et les plus vives interrogations au sein de notre société.

Plus spécifiquement, la Résistance occupe une place fondamentale dans la mémoire collective. Son héritage politique et moral est immense. Sa mémoire s'est inscrite dans notre environnement (monuments, plaques commémoratives, noms de rues...) et dans le temps avec ses dates anniversaires (Appel du 18 juin, libération de Paris...). Musées et institutions ont fleuri, visant à perpétuer son souvenir et à encourager son étude. Elle reste aussi une source d'inspiration intarissable de romans et de films. Les premières études historiques ont commencé dès le lendemain de la Libération (à travers, notamment, le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale présidé par Henri Michel, ancien résistant), les écrits de toute nature (témoignages, « littérature grise ») ont foisonné et, depuis une quinzaine d'années, les recherches entreprises par des universitaires ont largement contribué à renouveler l'historiographie et l'approche du phénomène de la Résistance. Enfin, elle continue d'alimenter, principalement dans les médias et en justice, débats et controverses. À la fois proche et lointaine, dans les faits comme dans l'imaginaire collectif, sa connaissance constitue un champ inépuisable de réflexions, de repères et de valeurs pour nos contemporains.

Née de l'humiliation et de la honte de la défaite de juin 1940 et de l'Occupation allemande et de la présence de l'idéologie nazie, la Résistance en est avant tout le refus. La France est alors coupée par une ligne de démarcation. Au sud, elle est placée sous le gouvernement du maréchal Pétain. Les Allemands en sont absents. C'est pourquoi on l'appellera « zone libre ». Au nord, elle est occupée par les troupes allemandes, mais l'administration française est mise à leur service.

Selon la définition de François Marcot⁽¹⁾, « *Nous définirons la Résistance comme un combat volontaire et clandestin contre l'occupant ou ses collaborateurs afin de libérer le pays. Résister, c'est réagir. On ne peut qualifier*

de résistance un sentiment ou une réflexion intellectuelle. On ne résiste pas "dans sa tête", la Résistance est une action. Comme mouvement social, la Résistance ne peut se confondre avec les organisations qui la composent. (...) Nous proposons d'adopter une conception globale de la Résistance, composée de deux cercles concentriques, aux limites floues: une Résistance-organisation, qui ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité, et une Résistance-mouvement, phénomène social beaucoup plus vaste. Celle-ci englobe tous ceux qui ont mené des actions individuelles et tous ceux dont les actes de solidarité ont été essentiels à la Résistance organisée.»

1 - L'engagement dans la Résistance

Minoritaire, l'engagement dans la Résistance est plus ou moins précoce. En zone Nord, elle doit affronter les Allemands qui n'hésitent pas à fusiller. En zone Sud, l'abolition de la République par le nouveau régime de Pétain faisant rapidement valoir une politique collaboratrice et répressive suscite les réactions d'une frange de la population, mais la véritable nature du régime de Vichy ne sera parfois comprise qu'assez tardivement.

Le refus de la situation va susciter les actes les plus divers, isolés ou collectifs, spontanés ou organisés, des plus anodins aux plus risqués. Entre les actes isolés des débuts et l'engagement dans la lutte armée, l'éventail des attitudes et des actions est en effet très large : écoute de la BBC⁽²⁾, désapprobation publique, grèves et manifestations, port de la croix de Lorraine, sabotages, attentats contre les intérêts de l'occupant, propagande... La question de l'engagement reste une des questions les plus complexes tant il n'est pas simple de faire le choix de l'action. La participation à des activités résistantes est lourde de conséquence pour les protagonistes : au nord de la ligne de démarcation, ils feront face à une répression féroce de l'occupant. Au sud, ils seront traités comme des traîtres. La répression, faible d'abord, se durcira progressivement jusqu'à devenir celle de l'occupant lorsque ce dernier s'y installera (11 novembre 1942). L'engagement implique une prise de risque qui peut conduire à entrer dans une irréversible clandestinité faite d'isolement et d'angoisses, s'achevant bien souvent dans la torture, la mort, la déportation. Les débuts de la Résistance sont marqués par des engagements isolés, à titre individuel, sans mot d'ordre, sans lien entre eux. À cette Résistance « pré-organisationnelle » succède la mise en place progressive de

mouvements structurés en zone Sud (Combat, Libération, Franc-Tireur...) et en zone Nord occupée (Libération-Nord, Défense de la France, Organisation civile et militaire – OCM, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération...). À l'échelle du territoire, les communistes mettent en place le Front national de lutte pour l'indépendance de la France (FN) qui mobilisera des volontés dans tous les secteurs professionnels.

2 - Diversité de la Résistance

De cette diversité résistante découlent inévitablement des divergences de nature politique. Le contexte amène des hommes que tout opposait dans l'avant-guerre à agir ensemble. Des conflits se font jour entre communistes, non-communistes, anticommunistes, gaullistes, anti-gaullistes.

Ces oppositions politiques induisent aussi des stratégies différentes, parfois contraires. Si certains préconisent la lutte armée immédiate, c'est-à-dire l'attaque et le harcèlement de l'occupant (Organisation spéciale (OS) puis Francs-tireurs et partisans (FTP) – français ou étrangers), d'autres ne s'y rallieront que progressivement ou donnent la priorité au renseignement, à la collecte d'informations et à leur transmission à Londres ou encore aux sabotages des activités économiques au service de l'occupant. D'autres enfin accordent une place essentielle à la propagande, diffusant, tant en direction des résistants que de la population, des informations par le moyen de journaux clandestins (certains tireront à 400.000 exemplaires !), de tracts, d'écrits clandestins. La diversité de l'action résistante est une de ses caractéristiques. La population apporte souvent son aide (aide pour cacher des aviateurs abattus, aide pour cacher des juifs ou des étrangers, etc.).

Dans les mois qui précèdent la Libération, le harcèlement de l'ennemi s'est partout répandu. La Résistance se prépare à intervenir en masse, pour aider les troupes alliées lorsqu'elles débarqueront, ou engager le combat là où elles ne seront pas présentes.

Enfin, les motivations du combat présent induisent un débat de fond sur l'après-Libération où, là-aussi, chacun fait valoir ses options politiques. Mais, là encore, l'unité se construira autour de l'idée d'une démocratie mise en place à la Libération sous la présidence du général de Gaulle et reposant sur un certain nombre de principes économiques et sociaux. Tel est le sens du Programme du Conseil national de la Résistance signé à l'unanimité par ses membres (voir plus loin).

3 - Organisation et unification de la Résistance

L'histoire de la Résistance connaît des moments d'accélération de son développement. Ainsi en est-il, en premier lieu, de l'attaque de l'URSS par la *Wehrmacht*⁽³⁾ le 22 juin 1941, qui entraîne l'entrée massive en résistance des militants communistes tiraillés jusqu'alors par les contradictions du pacte germano-soviétique (août 1939). Les grandes rafles de Juifs de l'été 1942 viennent gonfler les rangs des FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée). L'invasion de la zone Sud par l'armée allemande, en novembre 1942, achève de discréditer l'Etat de Vichy et de convaincre l'opinion publique. Enfin, l'instauration du STO⁽⁴⁾ (Service du travail obligatoire) en février 1943 suscite de nombreux réfractaires qui viennent gonfler les rangs des maquis.

En janvier 1942, le général de Gaulle envoie Jean Moulin en France avec pour mission d'unifier la Résistance intérieure et de la rallier à lui. En janvier 1943, les mouvements de la zone Sud fusionnent dans les Mouvements unis de la Résistance (MUR). Ceux de la zone Nord commencent à coordonner leur action. Mai 1943 voit la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) à Paris où se retrouvent les représentants des mouvements des deux zones, des partis politiques et des syndicats. Le programme qu'il élabore est adopté en mars 1944. Fixant les conditions de la lutte immédiate pour la libération du territoire français, il détermine de profondes réformes économiques et sociales à appliquer après la Libération.

Au début de l'année 1944 est créé le Mouvement de libération nationale (MLN) qui regroupe les MUR et plusieurs mouvements de la zone Nord. Les groupements armés, issus des différents mouvements de Résistance, sont unifiés au sein des Forces françaises de l'intérieur (FFI) sous la direction du général Koenig qui les commande depuis Londres. Une tendance générale à l'unité s'exprime ainsi : unité de la Résistance avec de Gaulle, unité au sein de la Résistance, unité de ses forces militaires au sein des FFI. Cette unité ira en grandissant.

4 - Rôle de la Résistance dans la libération de la France

Dès 1943, les formations armées de la Résistance intérieure, dans leur diversité (groupes francs, maquis, organisations para-militaires des FFI) harcèlent l'occupant. Les FFI déclenchent l'insurrection parisienne qui aboutit à la libération de la capitale, le 25 août 1944, avec l'appui de la 2ème DB.

Partout, avant la Libération, s'étaient mis en place des Comités départementaux et locaux de libération (CDL et CLL) animés par des résistants, qui prépareront la Libération, puis aideront à la mise en place des nouvelles autorités après l'effondrement de l'administration de Vichy. La libération de la plus grande partie du territoire national (incluant celle de Paris) s'opère dans la seconde quinzaine d'août et au début de septembre 1944.

Conclusion

La Résistance a garanti à la France son indépendance au lendemain de la guerre. Versés dans l'armée régulière, les FFI poursuivent le combat contre le III^{ème} Reich jusqu'à la victoire alliée en 1945. La Résistance est parvenue à assurer l'union la plus large des Français, à rétablir la République et à amorcer un renouveau dans de nombreux domaines. Le programme du CNR trouve sa concrétisation avec le rétablissement des libertés, la démocratisation de la vie publique, l'instauration de mesures sociales telles que le régime des retraites, la création des comités d'entreprise, la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la création de la Sécurité sociale. Le vote des femmes décidé au début de 1944 par le Gouvernement provisoire à Alger est, quant à lui, confirmé. La vie politique subit, elle aussi, la marque durable de l'héritage de la Résistance.

Enfin, en grande partie grâce à l'action de la Résistance, largement soutenue par la population, la France souveraine a pu siéger à la table des vainqueurs lors de la signature de la capitulation allemande et devenir membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Équipe AÉRI

(1) In *La Résistance, une histoire sociale*, sous la direction d'Antoine Prost, pp. 21-23, Les Éditions de l'Atelier, 1997.

(2) BBC: C'est la « radio de Londres » que les récepteurs de radio pouvaient capter, en dépit du brouillage réalisé par les Allemands.

(3) Nom allemand de l'Armée allemande.

(4) Le STO, décidé par le gouvernement de Vichy en février 1943, obligeait les jeunes gens à partir travailler en Allemagne sous peine de graves sanctions.

Menu thématique

I- Aspects de la Résistance

Activités de la Résistance avant la Libération

- Propagande et journaux
- Evasions et passages de la ligne de démarcation
- Sabotages
- Attentats, coups de main et guérilla
- Parachutages

Activités de Résistance lors de la Libération

- Actions de guérilla et combats
- Sabotages lors de la Libération
- Libération des villes et villages

L'après Libération

- La mise en place des nouveaux pouvoirs
- L'épuration
- Le retour des absents
- L'intégration des FFI aux armées régulières

Organisations de Résistance

- Les mouvements
- Les réseaux
- Les partis politiques
- Les organisations syndicales résistantes
- Les organisations paramilitaires
- Les maquis

La Mémoire

- Commémorations
- Lieux du souvenir
- Acteurs de la mémoire

II- La Résistance dans son environnement

Relations avec l'extérieur

- Services et missions du BCRA et de la France Libre
- Services britanniques
- Autres missions et services alliés
- Parachutages
- Atterrissages : liaisons aériennes clandestines
Angleterre-Charente (1943-1944)

L'occupant et sa répression

- Organismes d'Occupation
- Enquêtes et arrestations
- Actions contre les Juifs
- Déportations non raciales
- Exécutions, massacres, opérations de représailles

Le régime de Vichy et sa répression

- Organismes de l'Etat français
- Partis et groupes collaborationnistes
- Action policière anti-résistante
- La politique raciale

Vie quotidienne

- La vie quotidienne des Français
- Les réquisitions de main d'œuvre
- L'opinion publique

Index

Lieux - Chronologie - Personnes

Outils pédagogiques

**Atlas - Recherche - Glossaire - Médiathèque -
Sources - Classeur - Aide**

1940 : Défaite et installation de l'occupant, premiers actes de Résistance

Lorsque le gouvernement français, le dernier de la III^{ème} République, signe l'armistice le 22 juin 1940, la Charente voit arriver sur son sol les éléments d'une armée en pleine débâcle, talonnés par des unités allemandes motorisées. Durant deux à trois jours, s'écoulent sur toutes les routes charentaises des convois hétéroclites de réfugiés civils et de militaires esseulés ou encore encadrés.

Dès le deuxième semestre de l'année 1940, l'armée allemande victorieuse prend possession d'une partie du territoire où s'établissent des changements profonds, plus ou moins sensibles selon que l'on vit en zone libre ou en zone occupée. Coupée en deux par cette véritable frontière intérieure qu'est la ligne de démarcation, la Charente connaît alors deux modes d'administration différents, et subit, dans sa majeure partie, les affres de l'Occupation.

De la zone libre, en gros le Confolentais, il n'est plus possible de recevoir les journaux, les télégrammes, administratifs comme privés. Les communications entre les deux zones sont très limitées et les franchissements clandestins de la ligne sont sévèrement sanctionnés. Dès le 5 juillet 1940, l'interdiction de franchissement de la ligne de démarcation est affichée : il faut un laissez-passer dûment validé. Le 7 juillet, la Charente se met à l'heure allemande en avançant ses pendules d'une heure. Elle prend connaissance des modalités de réquisitions par l'armée d'Occupation qui s'arroge de plus le droit de perquisition.

L'administration militaire allemande se met en place.

Les premiers réseaux de renseignements se constituent. Le 8 août 1940, le premier acte contre les troupes d'Occupation est accompli à Angoulême où un soldat allemand est attaqué à coups de bâton. Les opérations de franchissement clandestin de la ligne de démarcation s'organisent. La fin du mois d'août voit apparaître les premiers jugements du tribunal militaire allemand, relatifs soit à des vols, soit à des injures vis-à-vis des troupes d'Occupation, faits le plus souvent de réfugiés mosellans ou alsaciens. Le premier lâcher de tracts, petits drapeaux tricolores, a lieu lors de la foire de Montbron, le 1^{er} septembre 1940.

La vie quotidienne est profondément marquée par la mise en oeuvre du rationnement alimentaire dès le 28 septembre 1940.

1941 : Mainmise de l'occupant et organisation de la Résistance

La mainmise de l'occupant sur tous les aspects de la vie des Charentais s'accroît encore en 1941. "L'État de fait" met en place ses propres structures qui contrôlent les administrations et réduisent les prérogatives des élus. Au tout début de l'année 1941, les conseils municipaux d'Angoulême, de Ruelle et de seize autres communes sont remplacés par des conseils municipaux nommés. Le 29 mars 1941, les conseils généraux sont suspendus.

La vie quotidienne des Charentais de la zone occupée est entravée par une multitude d'interdictions et de restrictions. La vie économique est réglementée : réquisition des fourrages, rationnement de l'électricité...

Ces interdictions et ces contraintes s'accompagnent d'un effort de propagande allemande, relayé par des organisations et des partis proches du gouvernement de Vichy ou de l'idéologie nationale-socialiste : congrès du Parti populaire français (PPF), les conférences sur "l'Allemagne d'aujourd'hui" ou sur "la construction d'une élite".

Face à l'Occupation, deux attitudes opposées se dessinent dans la population : une attitude de collaboration avec l'occupant, ou à l'inverse, de révolte, bientôt transformée en Résistance individuelle puis collective. Néanmoins, la résignation domine.

Ces actes de Résistance, on les connaît au travers des condamnations prononcées par les tribunaux. On les devine en relisant les affiches alors placardées par les "autorités". Ainsi, tel instituteur est emprisonné pour avoir traité le maréchal Pétain de "vieux gâteux". Une jeune fille est arrêtée pour avoir lacéré le portrait du Maréchal à la Préfecture.

Dans la nuit du 20 au 21 septembre 1941, Jean-Jacques Rivière et Gontran Labregère tentent d'incendier un dépôt de fourrage en gare d'Angoulême. Pris et jugé par le tribunal militaire allemand, la Charente connaît, en Gontran Labregère, le premier de ses fils fusillés.

Courant de l'année 1941, la Résistance s'organise en mouvements (Organisation civile et militaire - OCM) et en réseaux, comme celui dirigé par le colonel Degua à Ruffec, le réseau Service des opérations et liaisons (SOL) avec René Chabasse, ancêtre du Bureau des opérations aériennes (BOA).

Ces actes de révolte et de Résistance sont naturellement sanctionnés par l'oc-

cupant, de même que le système nazi mène une lutte implacable contre ses ennemis taxés de conduire "une propagande antinationale" : gaullistes et communistes sont traqués et promis à la mort dès août 1941. Les sociétés secrètes sont dissoutes et des listes de francs-maçons sont publiées dans la presse. La politique raciale apparaît aussi dans le département avec l'internement au camp des Alliers de gens du voyage, puis l'arrestation de juifs

Tels sont, à grands traits, les conditions de la vie quotidienne des Charentais en cette année sombre qui suit celle de la défaite mais où commence à se forger la Résistance.

1942 : Politique anti-juive, représailles et occupation de la zone libre

Alors que les rationnements et les privations se poursuivent, la partie occupée du département connaît une administration allemande qui se durcit et subit les contre-coups de la politique de collaboration décidée par le régime de Vichy.

Le 21 juin 1942, dans un discours diffusé par haut-parleurs, Pierre Laval, alors chef du gouvernement déclare : "Je souhaite la victoire allemande, parce que, sans elle, le bolchevisme, demain, s'installerait partout".

« L'État de fait » participe désormais à la désignation des otages qui seront fusillés en représailles des actes de Résistance. De même, il met en place progressivement une législation anti-juive en instaurant un couvre-feu spécial et en soumettant tous les juifs au port de l'étoile jaune début juin 1942, en zone occupée. Puis ce seront les rafles, qui conduisent aux camps de déportation. C'est ainsi que le 8 octobre 1942, 289 personnes juives d'origine étrangère sont rassemblées à Angoulême, acheminées à Drancy, puis déportées. D'autres arrestations suivront.

Pour soutenir la production de l'industrie de guerre allemande, le gouvernement de Vichy fait appel à la main-d'œuvre française, et favorise l'installation des bureaux de placement allemands. Par le système de la Relève, le départ pour l'Allemagne de trois ouvriers permet le retour en France d'un prisonnier. Bientôt, dix ouvriers charentais, puis cent ouvriers devront partir travailler en Allemagne.

D'autre part, la mainmise sur la population s'accroît. Dans le cadre de la Révolution nationale, prônée par le régime de Vichy, celle-ci est encadrée par des partis politiques proches de l'idéologie nationale-socialiste (Parti populaire français, Rassemblement national populaire), par des organismes paramilitaires

(Légion des volontaires français contre le bolchevisme, Service d'ordre légionnaire) ou destinés à la Jeunesse (mouvement "Les jeunes du Maréchal"...).

Si certains Charentais sont sensibles à la propagande, d'autres réagissent. Des tracts et des journaux clandestins, dénonçant les prélèvements de main-d'œuvre ou s'opposant à l'occupant, sont diffusés. Bientôt, des actes de Résistance se font jour : sabotages, premier parachutage d'armes...

La poursuite des actions engagées juste après la signature du pacte germano-soviétique contre la Section française de l'internationale communiste (SFIC) renforce l'esprit de Résistance de ses militants qui, grâce à une habitude déjà ancienne de la clandestinité, parviennent, malgré les arrestations, à se doter d'une organisation efficace.

Le 11 novembre 1942, la zone dite libre est envahie par les armées allemandes et italiennes. Le 30ème Bataillon de chasseurs à pied, jusqu'alors stationné en Charente non occupée, est dissous. Seules quelques armes légères et quelques munitions en excédent ne sont pas remises aux autorités françaises. Elles permettront plus tard de mener des actions de Résistance.

Au milieu des brumes de l'Occupation, du rationnement, des rafles, de la propagande, brillent, pour quelques-uns, la farouche volonté de Résistance et pour la population, un intense courant de solidarité et d'entraide.

1943 : Développement des maquis et unification de la Résistance

En Charente occupée, la vie quotidienne est essentiellement marquée par l'instauration du Service du travail obligatoire (STO).

En effet, l'Allemagne nazie qui subit, dès février 1943, des défaites sur le front russe, puis en Afrique, en Corse et en Italie, a besoin de la main-d'œuvre des pays occupés pour poursuivre son effort de guerre. Le système de la Relève ne permet plus de satisfaire aux exigences allemandes. Les lois du 4 septembre 1942 et surtout du 16 février 1943 ont créé le Service du travail obligatoire (STO). Les réquisitions de main-d'œuvre sont alors systématiquement organisées.

La population, dans son ensemble, n'est pas favorable à une telle "levée" de main-d'œuvre et, de plus en plus, on assiste à des manifestations au départ des trains de requis ; certains même s'évadent. Des maires et l'administration s'efforcent d'en protéger le plus grand nombre possible en les déclarant inaptes ou en leur délivrant de faux papiers. Ceux qui refusent de partir, les réfractaires au STO, quittent leur domicile, leur emploi, et vont se cacher

danş des fermes ou chez des amis en dépôt des dangers que cela représente pour les familles et ceux qui les accueillent. Des maquis s'organisent, d'abord dans les secteurs boisés du Confolentais.

Les actions de la Résistance charentaise, divisée en de nombreux groupes, se multiplient en cette année 1943 : distribution de tracts et de journaux clandestins, sabotages et attentats, coups de mains, transmission de renseignements. Rapidement, la nécessité de coordonner ces actions se fait sentir. C'est   Jean Moulin, émissaire du général de Gaulle, qu'échoit, à l'échelon national, la lourde tâche d'unifier les divers mouvements de Résistance et les anciens partis.

Cependant, l'efficacité des polices allemande et française est redoutable. Durement éprouvée, la Résistance charentaise voit se multiplier les arrestations, condamnations à mort et les déportations dans les camps de la mort. Lorsque Claude Bonnier, délégué militaire régional (DMR) en France occupée pour la région B (Bordeaux) atterrit   Angeac-Charente, le 14 novembre 1943, sur un terrain de fortune, la Résistance charentaise est en grande partie désorganisée. Avec son adjoint Jacques Nancy, Claude Bonnier renoue les contacts avec Londres et réorganise la Résistance à qui les victoires alliées donnent l'espoir de recouvrer dignité et liberté.

1944 : L'année où tout bascule,

la Charente libérée par la Résistance intérieure

C'est en 1944 qu'aboutissent les efforts des combattants de l'ombre, mieux armés grâce aux parachutages alliés, mieux organisés grâce au Conseil national de la Résistance (CNR), plus nombreux, formidablement stimulés par le débarquement allié du 6 juin 1944.

1944 est incontestablement l'année des combats de la Résistance qui aboutissent, le 31 août, à la libération d'Angoulême. Elle est aussi celle des colonnes de représailles allemandes qui brûlent et tuent sur leur passage, celle des bombardements d'Angoulême où périrent tant de civils.

1944 est l'année où s'effectue le passage de l'administration vichyste à la République. L'année où il faut épurer pour pouvoir reconstruire.

L'année enfin où, pour achever de libérer le sol national, la plupart des résistants charentais poursuivent les combats sur le front de l'Atlantique, puis en Allemagne jusqu'au 8 mai 1945.

Equipe Charente

EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE

Disciplines, activités

Histoire
Éducation civique juridique et sociale
Travaux personnels encadrés

Niveaux, publics

Collège
Lycée
Lycée professionnel
Grand public

Pistes générales

Avec le développement des nouvelles technologies dans les établissements scolaires, le support cédérom permet des usages multiples, en travail individuel en classe ou au CDI, ou en visionnage collectif :

- un outil « classeur » permet au professeur de créer un « dossier de fiches », pratique pour l'exploitation du cédérom en classe ; en cours d'histoire, le cédérom peut être utilisé pour documenter le cours (sur la Résistance, la politique nazie d'extermination, l'étude du régime de Vichy, la Collaboration...).
- un outil « recherche » permet, à partir d'un mot ou d'une expression, l'accès à toutes les fiches de l'arborescence s'y rapportant.

Dans le cadre de travaux individuels ou en petits groupes, le cédérom peut être utilisé de trois façons :

- le commentaire de document : étude d'une photographie de personnage important de la Résistance ou du régime de Vichy (expliquer la « mise en scène » à travers les accessoires, l'attitude...); étude d'un tract, d'un journal clandestin ou vichyste (analyse du vocabulaire, des différents procédés destinés à rallier la population aux idées de la Résistance ou du régime de Collaboration...).
- un questionnaire à partir d'un dossier de biographies : sur les motivations des résistants, les représentations, mais aussi sur la mémoire ; les différentes formes d'action de la Résistance ; le rôle des femmes...
- une étude de thèmes à partir d'un dossier de fiches : les maquis (organisation, implantation, actions, relations avec la population...), la propagande vichyste, l'épuration et la reconstruction politique de la France...
Un travail sur la construction de la mémoire, sur les rapports entre histoire et mémoire, peut être envisagé.

Ce cédérom peut encore être utilisé en éducation civique au collège, ou en éducation civique, juridique et sociale (ECJS) au lycée, comme support à une réflexion et de débats sur l'exercice de la citoyenneté :

- le respect des valeurs démocratiques et républicaines abandonnées par Vichy, défendues par les résistants.
- la défense des libertés et des droits de l'homme bafoués par les dictatures, principal fondement de l'engagement dans la Résistance.

La Résistance en Charente : parcours pédagogiques

Nous proposons ici différentes entrées locales (la Charente) dans les programmes scolaires pour traiter la guerre, l'Occupation et la Résistance (réf. Programmes d'enseignement de l'école primaire, des collèges et des lycées: BO HS du 15 oct. 1998, HS du 14 février 2002 et du 3 oct. 2002)

Les formes d'Occupation (troisième)

L'Occupation de la Charente par les Allemands d'abord partiellement à partir de juin 1940, puis entièrement à partir de novembre 1942. Coupée en deux par cette véritable frontière intérieure qu'est la ligne de démarcation, la Charente connaît alors deux modes d'administration différents et subit l'Occupation dans sa majeure partie. A partir de juillet la Charente subit les réquisitions par l'armée d'occupation. L'administration militaire allemande se met en place, avec la Feldkommandantur 749 au chef-lieu, et des Kreis-Kommandantur à Cognac et La Rochefoucauld. A partir de novembre 1942, l'ensemble du département de la Charente est occupé par l'armée allemande. Pour maintenir les Charentais dans l'obéissance, l'occupant use de la terreur. Tout opposant ou résistant s'expose à l'arrestation, à la torture, au peloton d'exécution ou à la déportation dans les camps d'Allemagne.

Les formes de collaboration (première L, ES et S)

La rencontre de Pétain-Hitler du 24 octobre 1940 (Montoire), inaugure une politique de collaboration avec l'Allemagne qui ira s'accroissant. Vichy participe ainsi aux côtés de l'occupant aux persécutions raciales et à la lutte contre la Résistance. Certains vont encore plus loin dans la collaboration, formant partis et groupes collaborationnistes proches de l'idéologie nationale-socialiste comme le Parti Populaire Français ou le Rassemblement national populaire (créé en 1941 par Marcel Déat, député de la Charente de 1939 à 1940) et des organismes paramilitaires comme la Légion des volontaires français, tous faiblement représentés, mais présents en Charente.

Les composantes de la Résistance (troisième, première L, ES et S)

Au début de l'Occupation, les résistants, hommes et femmes qui refusent la défaite et la présence allemande, sont peu nombreux et isolés. Ces résistants s'organisent peu à peu en réseaux, menant diverses actions allant de la propagande aux attentats contre l'occupant. Après l'attaque de l'URSS par les Allemands en juin 1941, les communistes s'engagent massivement dans la lutte

contre l'Occupant. L'invasion de la zone libre (le Confolentais pour la Charente) en novembre 1942 provoque le développement de la Résistance dans cette partie de la France. L'instauration du STO en 1943, a pour conséquence la création de maquis par les réfractaires, surtout dans les régions accidentées et boisées du Nord-Est du département, proche du Massif Central. Suivant leur tendance, mais souvent par hasard, ils se rattachent aux grandes organisations paramilitaires : AS, ORA, FTPF. Grâce à ces organisations, ils reçoivent armes et munitions par parachutage en quantité seulement au début de 1944. Parallèlement au développement des maquis, la Résistance trouve peu à peu son unité dans une opposition à l'occupation nazie et au régime de Vichy.

L'action de la Résistance

(troisième, première L, ES et S rentrée 2003)

Dès l'été 1940 les premiers actes de Résistance. Organisés progressivement, les résistants transmettent des renseignements à Londres, publient et diffusent tracts et journaux clandestins, commettent sabotages, attentats ou actions de guérilla. L'action de la Résistance intérieure s'intensifie au cours de l'année 1944. A partir du 6 juin, la Résistance, par ses sabotages et ses actions armées cherche à désorganiser les forces ennemies et à retarder l'arrivée des renforts allemands venant du Sud-Ouest de la France. La Nationale 10 devient un lieu d'embuscades quotidiennes et les bourgs du Confolentais sont libérés progressivement pendant que se multiplient les sabotages et les attaques de convois. Les Allemands répondent à ces attaques par de terribles représailles. Trois colonnes allemandes sèment la terreur sur leur passage et s'en prennent à des innocents. Ces unités, fortes pourtant chacune de 500 à 600 soldats allemands et miliciens français, échouent dans leur entreprise de destruction des maquis. Les résistants libèrent une bonne partie des villes et des villages du département. La pression des différents maquis s'accroît autour de la ville d'Angoulême à partir du 15 août et l'attaque est déclenchée le 31 août. Le soir même, la ville est libérée. Le département de la Charente est libéré début septembre 1944. Les FFI sont intégrés aux unités régulières et poursuivent leur combat sur le front de l'Atlantique (poches de résistance allemande de Royan et la Rochelle).

La persécution et la déportation des Juifs et des Tsiganes

(cycle III, troisième, première L, ES et S)

La politique raciale apparaît dans le département avec l'internement au Camp des Ailiers à Angoulême de gens du voyage, puis l'arrestation de juifs. L'Etat

français, devançant les exigences de l'occupant met en place progressivement une législation anti-juive en instaurant un couvre-feu spécial et en soumettant tous les Juifs au port de l'étoile jaune début juin 1942. Cette politique se poursuit par des rafles qui mènent aux camps de concentration: Le 8 octobre 1942, 325 juifs sont rassemblés à Angoulême pour être conduits vers Drancy et déportés dans les camps de concentration. D'autres arrestations suivront.

Le régime de Vichy (troisième, première L, ES et S rentrée 2003)

Après le 10 juillet 1940, se mettent en place, en Charente comme ailleurs, les organismes de l'Etat français, créé par le maréchal Pétain. Le nouveau gouvernement, installé à Vichy, met peu à peu en place une nouvelle idéologie de la Révolution nationale, avec des structures capables de l'animer et de la répandre : Mouvement des Compagnons de France, Légion française des combattants (en zone libre seulement) etc..., et fait de la propagande pour ce qu'il appellera l'armée d'armistice. La pièce maîtresse de l'édifice étatique est le corps des préfets. La Charente en connaîtra trois dans cette période ; c'est d'abord le Préfet Malick, puis le Préfet Papinot en août 1940, enfin le Préfet Daguerre en septembre 1943. Le renforcement considérable de leur autorité va de pair avec la suppression presque totale du conseil général ; à sa place a été mise une assemblée départementale de membres désignés par en haut le 19 avril 1943.

Les différentes mémoires de la période de la guerre (terminale L et ES)

La mémoire de la Résistance en Charente est transmise par des acteurs de la Mémoire, au premier rang desquels on trouve les anciens résistants et déportés regroupés en associations, mais aussi les pouvoirs publics et l'Éducation nationale. Anciens résistants et déportés, ayant vécu ces souffrances ont à cœur de préserver le souvenir du passé en inscrivant le devoir de mémoire dans leurs objectifs principaux. Ils s'investissent dans tous les domaines de la mémoire. La mémoire de la Résistance vit dans le paysage charentais grâce à la présence des lieux du souvenir, pierres du souvenir (monuments, stèles et plaques), voies et bâtiments publics et maisons du souvenir.

La mémoire de la Résistance est entretenue par les commémorations, cérémonies aux dates anniversaires, mais aussi écrits et oeuvres d'art sur la période.

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

1er septembre 1939

Invasion de la Pologne
par les Allemands
Mobilisation générale

3 septembre 1939

La France et l'Angleterre
déclarent la guerre à l'Allemagne

10 juin 1940

Déclaration de guerre
de l'Italie à la France

16 juin 1940

Le maréchal Pétain devient
président du Conseil

17 juin 1940

Le maréchal Pétain demande
les conditions de l'armistice

18 juin 1940

Premier discours du général
de Gaulle à la BBC appelant à
continuer le combat aux côtés
des alliés

22 juin 1940

À Rethondes, signature de
la convention d'armistice
franco-allemande
Partage de la France en deux
zones (ligne de démarcation)

28 juin 1940

Le général de Gaulle est reconnu

par le gouvernement britannique
comme « le chef de tous les
Français libres »

9-10 juillet 1940

Vote des pleins pouvoirs
au maréchal Pétain

13 juillet 1940

Première émission à la BBC
« Les Français parlent aux Français »

17 septembre 1940

Instauration du rationnement
sur les principales denrées
alimentaires

27 septembre 1940

Ordonnance allemande prescrivant
le recensement des Juifs

3 octobre 1940

Premier « statut des Juifs »
en France

24 octobre 1940

À Montoire, le maréchal Pétain
et Adolf Hitler conviennent
du principe d'une collaboration
politique

Novembre - décembre 1940

Création des premiers
mouvements de Résistance.
Manifestation des étudiants et
lycéens à Paris, le 11 novembre

12 août 1941

Par le discours du « vent mauvais », le maréchal Pétain annonce un durcissement de sa politique

Janvier 1942

Premier parachutage de Jean Moulin en France. Il est le représentant du général de Gaulle et délégué du Comité national pour la zone « non occupée ». Il va unifier la Résistance en zone Sud

20 janvier 1942

Conférence de Wannsee (Allemagne) sur la solution finale de la question juive. Décision d'extermination de tous les Juifs d'Europe

31 janvier 1942

Création du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) à Londres

27 mars 1942

1er convoi de déportés raciaux

22 juin 1942

Discours radiodiffusés de Laval annonçant la Relève des prisonniers par les travailleurs volontaires, et souhaitant publiquement « la victoire de l'Allemagne »

14 juillet 1942

La France libre devient la France combattante

Septembre 1942

Promulgation de la loi instituant le travail obligatoire (STO), en vue de la fourniture de la main-d'œuvre à l'Allemagne. Sa mise en œuvre contribue à renforcer les effectifs des maquis

8 novembre 1942

Débarquement allié au Maroc et en Algérie

11 novembre 1942

Invasion de la zone Sud par la Wehrmacht

27 janvier 1943

Création des MUR (Mouvements unis de Résistance) En zone Sud, Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur annoncent leur fusion dans les MUR

27 mai 1943

Première réunion du Conseil national de la Résistance en France (CNR), présidé par Jean Moulin

3 juin 1943

Création à Alger du Comité français de libération nationale (CFLN)

21 juin 1943

Jean Moulin est arrêté à Caluire

8 août 1943

Georges Bidault élu président du CNR

Septembre à octobre 1943

Libération de la Corse

5 janvier 1944

En intégrant une partie des mouvements de zone Nord, les MUR donnent naissance au Mouvement de libération nationale (MLN)

1er février 1944

À Alger, création officielle des Forces françaises de l'intérieur (FFI)

3 juin 1944

À Alger, le Comité français de libération nationale se transforme en Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), présidé par le général de Gaulle

6 juin 1944

Débarquement des Alliés en Normandie

10 juin 1944

Massacre d'Oradour-sur-Glane par les SS

15 août 1944

Débarquement des alliés dans le midi de la France avec la 1ère Armée du général de Lattre de Tassigny

19-25 août 1944

Libération de Paris

23 septembre 1944

Décret incorporant les FFI dans l'armée régulière

23 novembre 1944

Libération de Strasbourg

Mars 1945

Premier retour des déportés

29 avril 1945

Premier tour des élections municipales. Les femmes votent pour la 1ère fois

8 mai 1945

Capitulation allemande

23 juillet 1945

Procès et condamnation du maréchal Pétain

18 octobre 1945

Ouverture de la session du Tribunal Militaire International de Nuremberg. Les chefs nazis sont jugés pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité

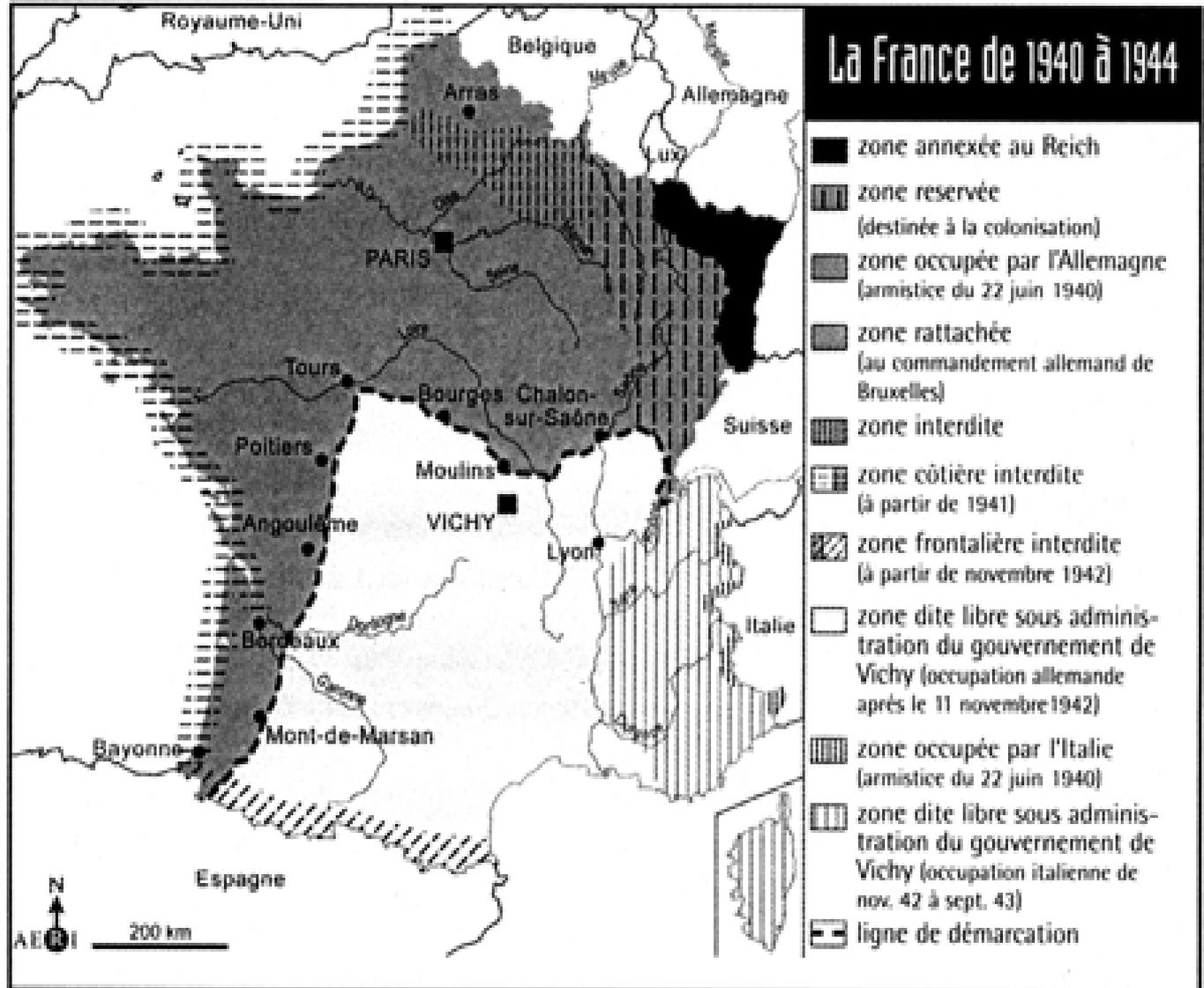
13 novembre 1945

Le général de Gaulle est élu chef du gouvernement

SIGLES

AMGOT	<i>Allied military Government in occupied territories</i> (Administration militaire alliée des territoires occupés)
AS	Armée secrète
BBC	<i>British broadcasting corporation</i> (station radio publique d'émission de Londres)
BCRA	Bureau central de renseignement et d'action
BOA	Bureau des opérations aériennes
CDL	Comités départementaux de libération (créés à l'image du CNR dans les départements)
CDLL	Ceux de la Libération (mouvement de Résistance)
CDL	Comité départemental de libération nationale
CDLR	Ceux de la Résistance (mouvement de Résistance)
CFL	Corps Francs de la Libération
CFLN	Comité français de libération nationale
CGQJ	Commissariat général aux questions juives (organisme vichyste)
CND	Confrérie Notre-Dame (réseau de renseignement résistant)
CNR	Conseil national de la Résistance
CO	Comité d'organisation (organismes vichystes d'organisation des diverses professions)
COMAC	Comité militaire d'action
DF	Défense de la France (mouvement de Résistance)
DMR	Délégué militaire régional
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FFL	Forces françaises libres
FN	Front national (mouvement de Résistance)
FTP	Francs-tireurs et partisans français (FTP n'est qu'un raccourci).
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française
IS	Intelligence service (service secret britannique)
LVF	Légion des volontaires français contre le bolchevisme (organisme collaborationniste)
MI	<i>Military Intelligence</i> (branche des services secrets anglais désignés par un numéro)
MLN	Mouvement de libération nationale
MOI	Main-d'œuvre immigrée (organisme résistant constitué d'étrangers, très lié aux FTP)
MSR	Mouvement social révolutionnaire (organisme collaborationniste)
MUR	Mouvements unis de Résistance
NAP	Noyautage des administrations publiques

- OCM Organisation civile et militaire (mouvement de Résistance)
- ORA Organisation de Résistance de l'Armée (organisation militaire résistante)
- OS Organisation spéciale
- OSS *Office of strategic services* (services secrets américains)
- PCF Parti communiste français
- POPF Parti ouvrier et paysan français
- PPF Parti populaire français (organisme collaborationniste)
- PSF Parti social français
- RNP Rassemblement national populaire (organisme collaborationniste)
- SAS *Special air service*
- SOE *Special operations executive* (organisme britannique)
- SOL Service d'ordre légionnaire (organisme vichyste)
- SR Service de renseignement (terme générique)
- SS *Sturm Schutzstaffel* (service de protection du parti nazi)
- STO Service du travail obligatoire



RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Ouvrages généraux :

Pour une première approche :

- AUBRAC Raymond, *La Résistance*, F. Hazan, 1997
- COPERNIK Pierre, *L'ABCdaire de la Résistance*, Flammarion, Paris, 2001
- MURACCIOLE Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, QSJ, PUF, Paris, 2001
- ROUSSO Henry, *Les années noires. Vivre sous l'Occupation*, Gallimard, Découvertes, Paris, 1992

Pour approfondir la question :

- ANDRIEU Claire, *Le Programme commun de la Résistance : des idées dans la guerre*, Editions de l'Erudit, Paris, 1984
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François (sous la direction de), *La France des années noires*, 2 tomes, Editions du Seuil, Paris, 1993
- AZEMA Jean-Pierre, *De Munich à la Libération, 1938-1944*, Points Seuil, Paris, 1979
- BOURDERON Roger et WILLARD Germaine, *La France dans la tourmente*, Editions sociales Messidor, 1982
- COINTET Jean-Paul et Michèle (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la France sous l'occupation*, Tallandier, 2000
- CORDIER Daniel, *Jean Moulin : la République des catacombes*, Gallimard, Paris, 1999
- DELARUE Jacques, *Histoire de la Gestapo*, Editions Fayard, Paris, 1987
- DELBO Charlotte, *Le convoi du 24 janvier 1943*, Editions de Minuit, Paris, 1965
- DOUZOU Laurent, FRANK Robert, VEILLON Dominique (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, colloque international à l'École Normale Supérieure de Cachan, IHTP, 16-18 novembre 1995
- GRANET Marie, *Les jeunes dans la Résistance, 20 ans en 1940*, France-Empire, Paris, 1985
- GUERIN Alain, *Chronique de la Résistance*, Omnibus, 2000
- MARCOT François (sous la direction de), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Actes du colloque de Besançon, juin 1995, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, diffusion les Belles Lettres, 1996

- NOGUERES Henri, *Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945*, (5 volumes), Laffont, Paris, 1967-1981
- PESCHANSKI Denis, *Des étrangers dans la Résistance*, Musée de la Résistance nationale, Editions de l'Atelier, Paris, 2002
- PIKETTY Guillaume, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Odile Jacob, Paris, 1998
- PROST Antoine (sous la direction de), *La Résistance, une histoire sociale*, Editions de l'Atelier, Paris, 1997

Sur la mémoire de la Résistance :

- AUBRAC Lucie, *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*, Le Seuil, Paris, 1999
- BARCELLINI Serge, WIEVIORKA Annette, *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Plon, Paris, 1995
- ROUSSO Henry, *L'événement, la mémoire, l'histoire*, Gallimard, 2001, Paris

Cédéroms :

- *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Association des Amis du Maitron, Editions de l'Atelier
- *La Résistance en France, une épopée de la liberté*, AERI, Editions Montparnasse Multimédia, 1997
- *La seconde guerre mondiale : Histoire parallèle*, Paris, Montparnasse multimédia, 1996
- *Mémoires de la Déportation*, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, Publicis Technology, 1998
- HUSSON Jean-Pierre, *Histoire et Mémoire des deux guerres mondiales*, CRDP de Champagne-Ardenne, 2002

Vidéocassettes :

- *Aides-Mémoires du crime contre l'humanité*, CRDP de Haute-Normandie, 1994
- BAUDRION Christian, MICHEL Jean et VACHET Pascale, *La Résistance*, CRDP de Bourgogne, 2001
- BAUER Barcha, *Le Refus*, coll. Côté télé, CNDP, 2001
- COTY Marion, *Histoire de la Résistance française extérieure et intérieure, 1940-1945*, vol.1, éd. Fondation de la Résistance/CRDP de Champagne-Ardenne
- *La France libérée*, CNDP, Larousse, SIRPA, 1994

- *Les journalistes dans la tourmente*, coll. Côté télé, CNDP, France 3, INA Entreprise, 2001
- *Les messagers de l'ombre*, 2 vidéocassettes, coll. Côté télé, CNDP, 2000.

Publications locales :

- BEILLARD Roger, Catalogue de l'exposition du Musée d'Angoulême: *la Charente de 1940 à 1945*, janvier-mars 1996.
- Commission départementale de l'information historique pour la paix, *La vie quotidienne en Charente en 1941, en 1942, en 1943, en 1944*, Conseil général de la Charente, 1987-1994.
- CORDET Francis, *Carnets de guerre en Charente, 1939-1944*, Gérard Tisserand éditions, 2004.
- GIRAUD J., *Les Confolentais pendant la Seconde Guerre Mondiale*, La Péruse, Ruffec, 1994, 309 p..
- GENDREAU Henri et REGEON Michel, *Ruffec et les Ruffecois dans la guerre de 1938 à 1945*, Ruffec, La Péruse, 1990, 352 p.
- HONTARREDE Guy, *La Charente dans la Seconde Guerre Mondiale*, dictionnaire historique, Le Croît Vif, 2004.
- LEPROUX, *Nous, les Terroristes, journal de la Section Spéciale de Sabotage*, Raoul Solar, 1947, 2 vol., réed. Paris, 1983, librairie Bruno Sépulchre, 355 p.

Une bibliographie plus détaillée est accessible dans le cédérom.

- *Les journalistes dans la tourmente*, coll. Côté télé, CNDP, France 3, INA Entreprise, 2001
- *Les messagers de l'ombre*, 2 vidéocassettes, coll. Côté télé, CNDP, 2000.

Publications locales :

- BEILLARD Roger, Catalogue de l'exposition du Musée d'Angoulême: *la Charente de 1940 à 1945*, janvier-mars 1996.
- Commission départementale de l'information historique pour la paix, *La vie quotidienne en Charente en 1941, en 1942, en 1943, en 1944*, Conseil général de la Charente, 1987-1994.
- CORDET Francis, *Carnets de guerre en Charente, 1939-1944*, Gérard Tisserand éditions, 2004.
- GIRAUD J., *Les Confolentais pendant la Seconde Guerre Mondiale*, La Péruse, Ruffec, 1994, 309 p..
- GENDREAU Henri et REGEON Michel, *Ruffec et les Ruffecoïses dans la guerre de 1938 à 1945*, Ruffec, La Péruse, 1990, 352 p.
- HONTARREDE Guy, *La Charente dans la Seconde Guerre Mondiale*, dictionnaire historique, Le Croît Vif, 2004.
- LEPROUX, *Nous, les Terroristes, journal de la Section Spéciale de Sabotage*, Raoul Solar, 1947, 2 vol., réed. Paris, 1983, librairie Bruno Sépulchre, 355 p.

Une bibliographie plus détaillée est accessible dans le cédérom.

REMERCIEMENTS

Partenaires nationaux

L'ensemble de l'Opération a été soutenue par la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives du Ministère de la Défense (DMPA), le Ministère de la Recherche, le Sénat, le Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne, les Archives nationales, les Archives du Ministère de la Défense, la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (FNDIRP), l'ASSDN (Association des Services spéciaux de la Défense nationale), la Fondation de la Résistance, la Fondation de la France Libre, le Musée de La Poste, l'Office national des anciens Combattants (ONAC), la Documentation française et l'Institut national de l'Audiovisuel : nous les en remercions vivement, avec une gratitude particulière pour l'aide fidèle apportée par l'Union des Blessés de la Face et de la Tête (les «Gueules Cassées»).

Partenaires locaux

Ont apporté leur soutien financier au projet :

Le Ministère des Anciens Combattants, par l'intermédiaire de Messieurs Jean-Claude Beauchaud et Jean-Claude Viollet, députés de la Charente ;

Le Conseil Général de Charente ;

Le Conseil Régional de Poitou-Charentes.

Remerciements à tous les anciens résistants membres des associations unies au sein du Comité Départemental de Liaison de la Résistance et de la Déportation en Charente ;

Remerciements particuliers aux membres de l'association « Résistance Mémoire Communication » (Bernard Azen, Jean-Paul Chauvaud, Francis Cordet, Georges Chabroud, Roger Doche, Camille Dogneton, Georges Dussaigne, Andrée Gros, Guy Hontarrède, Louis Lamaud, Pierre Laurier, Hélène Nebout, Hugues Marquis) ; à Maryse Dallet, Andrée Gros et Roger Doche pour leur participation avec les auteurs à la relecture ; ainsi qu' au Musée de la Résistance et de la Déportation d' Angoulême.

CONCEPTION, RÉALISATION

- > Association locale : Résistance Mémoire Communication
- > Recherche historique et rédaction des fiches : Corinne Bony - Jean-Paul Chauvaud - Francis Cordet - Joël Giraud - Guy Hontarrede - Louis Lamaud - Jean Lapeyre-Mensignac - Hugues Marquis
- > Direction historique : Francis Cordet - Guy Hontarrede
- > Cartographie : Pascal Leveque - Hugues Marquis
- > Coordination et Réalisation : Hugues Marquis
- > Co-édition : AERI-RMC
- > Directrice de collection : Laurence Thibault
- > Gestion de projet : AERI (Laure Bougon et Aurélie Pol)
- > Réalisation de l'interface : Matamore
- > Graphisme : Matamore (pages du cédérom), Béatrice Villemant et Antje Welde (jaquette, couverture du livret, galette), Rémi Lemaire (mise en page intérieur livret), Zéro 2 (logo « Histoire en Mémoire, 1939-1945 »)
- > Crédits photographiques
 - Couverture jaquette et livret : La SSS participe à la libération de la Charente entre août et novembre 1944, Musée de la Résistance et de la Déportation d'Angoulême (DR)
 - Dos livret : André Chabanne, Andrée Duruisseau, Bernard Le Lay, Claude Bonnier, Jacques Nancy, Jean Barrière, Jean Lapeyre-Mensignac, Joseph Tauja, Marguerite Vallina, Maurice Gary, René Chabasse, René Coustellier dit "Soleil", Rodolphe Cézard dit "Rac", Gontran Labregère, Hélène Nebout
 - Musée de la Résistance et de la Déportation d' Angoulême (DR)